

28 février 1996, Ottawa

Allocution à l'occasion du début d'une nouvelle session parlementaire

Cette nouvelle session du Parlement marque le début de la deuxième moitié du mandat de notre gouvernement. Nous sommes à mi-chemin. Il faut fixer de nouveaux objectifs. Relever de nouveaux défis. Et nous appuyer sur ce que nous avons accompli depuis deux ans et quatre mois.

On dit souvent que pour savoir où on va, il faut se rappeler par où on est passé. J'ajouterais qu'il faut se rappeler d'où on est parti. Monsieur le président, je me souviens très bien d'où est parti notre gouvernement il y a un peu plus de deux ans. Nous avons hérité d'un pays aux prises avec de graves difficultés économiques. Le taux de chômage dépassait 11 %. Le déficit atteignait 42 000 000 000 \$, et il se creusait d'année en année.

Mais le malaise économique dont nous avons hérité ne montrait que la moitié du tableau. La méfiance et le cynisme des Canadiens envers leur gouvernement était tout aussi profonds et destructeurs. Des ministres du gouvernement fédéral ne croyaient même pas au Canada. Entachés par le scandale, des ministres démissionnaient l'un après l'autre. Et les affaires du gouvernement étaient dominées par les lobbyistes et les entremetteurs.

Telle était la situation quand nous avons pris le pouvoir en 1993. Notre gouvernement s'est retroussé les manches et mis au travail pour renverser la vapeur. Et nous avons réussi à la renverser. Nous sommes arrivés avec un plan d'action, le Livre rouge. Au cours de la dernière session, nous avons adopté près de 100 projets de loi d'initiative ministérielle et mis en œuvre près des trois quarts des engagements que nous avons pris dans le Livre rouge.

Mais ces statistiques ne disent pas tout. Elles ne disent pas que plus de 500 000 emplois ont été créés dans l'économie canadienne depuis que nous formons le gouvernement. Que le taux de chômage a reculé de deux points, et est descendu sous la barre de 10 % pour la première fois depuis cinq ans. Qu'après des années de promesses et de mesures reportées à plus tard, le gouvernement fédéral a finalement entrepris l'assainissement des finances publiques.

À la fin du nouvel exercice, nous aurons ramené le déficit de 6 à 3 % du PIB, comme nous l'avons promis dans le Livre rouge, de 42 à 24 300 000 000 \$. Et l'an prochain, nous l'aurons réduit d'un autre point de pourcentage et ramené à 2 %, à son niveau le plus bas en vingt ans. Et il continuera de descendre. Nous y sommes parvenus, non pas contre la volonté des Canadiens, mais plutôt grâce à leur soutien actif.

La tâche n'a pas été facile. Mais je tiens à souligner le travail du ministre des Finances, qui a su faire accepter des budgets sévères mais équitables. Et je veux remercier les Canadiens pour leur compréhension et leur détermination. Parce que nous avons expliqué clairement aux Canadiens, et les Canadiens ont compris, que réduire le déficit n'est pas une fin en soi. Que nous n'avons pas poursuivi cet objectif par caprice. Ni pour des raisons idéologiques. Mais parce que c'est une étape nécessaire pour restaurer la santé économique du Canada, pour assurer une croissance durable et des emplois pour les Canadiens.

Accepter des déficits élevés année après année voulait dire accepter des taux d'intérêt élevés. Cela voulait dire des taux hypothécaires plus élevés pour les Canadiens propriétaires de leur maison. Cela voulait dire d'autres sacrifices pour les jeunes familles qui voulaient acheter leur première maison. Cela voulait dire que des milliers de petites entreprises et de fermes ne pouvaient ni grandir ni prendre de l'expansion, et créer des emplois.

Accepter des déficits élevés année après année nous a aussi forcés à emprunter à l'étranger pour financer nos dettes. Cela nous a rendus trop vulnérables face aux marchés financiers étrangers. Cela a limité notre souveraineté économique. Et la note a été salée pour tous les Canadiens.

Voilà pourquoi nous avons travaillé tellement fort, et nous continuerons de travailler fort, pour réduire le déficit. Et nos succès jusqu'ici sont en train de se transformer en avantages réels et durables, pour tous les Canadiens. Nous avons parcouru beaucoup de chemin. Nous ne sommes pas encore au bout de nos peines, mais pour la première fois depuis longtemps, nous entrevoyons la lumière au bout du tunnel, comme le ministre des Finances le montrera la semaine prochaine dans son budget.

Dans le Livre rouge, nous écrivons ce qui suit : « notre politique de relance économique et de responsabilité budgétaire nous permettra de baisser les taux d'intérêt réels et de juguler l'inflation, ce qui améliorera notre compétitivité face à nos principaux partenaires commerciaux. » C'est précisément ce qui arrive. Les taux d'intérêt ont grandement baissé. L'inflation au Canada est à son niveau le plus bas depuis des décennies, un niveau plus bas que dans pratiquement tout autre pays industrialisé. Depuis mars l'an dernier, les intérêts à court terme ont baissé de trois points de pourcentage. Cela représente un fléchissement de 2,5 points de pourcentage de plus que ce qui a été observé aux États-Unis. Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus d'écart entre les taux d'intérêt à court terme canadiens et américains.

La façon dont nous remettons de l'ordre dans les finances publiques en dit long sur nos valeurs, celles du gouvernement et de la société que nous formons. Nous aurions pu sabrer aveuglément dans les dépenses, en frappant tous les citoyens indistinctement avec la même intensité. Mais cela n'aurait pas été équitable. En tant que Canadiens, nous chérissons les valeurs communautaires, telles que l'égalité des chances, la tolérance et la compréhension, la compassion et le soutien aux plus vulnérables. Nous croyons à la notion de respect sous toutes ses formes. Les Canadiens sont déterminés à remporter la lutte contre le déficit. Mais comme notre gouvernement, ils refusent absolument de le faire sur le dos des démunis, ce dont nous sommes fiers.

Pour cette raison, par exemple, nous avons réduit les dépenses militaires et accru les dépenses liées aux programmes d'emploi pour les jeunes. Nous avons comprimé les subventions aux entreprises de plus de 50 %, mais nous avons investi dans un Programme national d'infrastructure qui se traduit par des projets d'investissement dans chaque province canadienne. Ce programme a contribué à la création de dizaines de milliers d'emplois, et aura des retombées économiques étalées sur les prochaines décennies. Pour cette raison encore, nous avons éliminé les échappatoires comme les fiducies familiales, mais financé de nouvelles mesures telles que le programme de nutrition prénatale et le programme Bon départ pour les Autochtones, et rétabli le programme national d'alphabétisation.

Toujours pour cette raison, nous avons éliminé l'exemption pour gains en capital de 100 000 dollars et relevé à 12 000 000 \$ le plafond prévu dans la Loi sur les prêts aux petites entreprises. Nous avons instauré des compressions dans la fonction publique fédérale mais lancé des mesures telles que le Service Jeunesse Canada et le Programme jeunes stagiaires pour permettre à des milliers de jeunes d'acquérir l'expérience nécessaire pour décrocher, et conserver, leur premier emploi. Monsieur le Président, c'est ce souci de l'équilibre et des priorités qui est la marque de commerce de notre gouvernement. Une lutte énergique et sérieuse contre le déficit. C'est ainsi que nous avons réussi à renverser la vapeur. Mais avec compassion, compréhension et désireux d'investir dans les gens, comme nous l'avions proposé dans le Livre rouge. Nous avons prouvé qu'un gouvernement peut être un gestionnaire économique et financier dur, équitable et efficace tout en étant progressiste et humain. C'est pour cela, plus que tout le reste, que les Canadiens ont voté quand ils nous ont choisis pour diriger le Canada il y a un peu plus de deux ans. Et c'est cela, plus que tout le reste et je le dis avec fierté, qui constitue la grande réalisation de la première moitié de notre mandat.

J'ai mentionné au début que notre gouvernement avait hérité d'un déficit budgétaire de nos prédécesseurs, mais aussi d'un discrédit politique. Les Canadiens désespéraient de leurs institutions politiques. Ils ne croyaient plus en leur gouvernement. Ils ne faisaient plus confiance aux représentants élus. Monsieur le Président, on peut être d'accord ou pas avec nos politiques. Mais après plus de deux ans au pouvoir, personne ne peut mettre en doute l'honnêteté et l'intégrité de notre gouvernement et de ses ministres. Personne. Et cela, Monsieur le Président, c'est une réalisation dont je suis très fier, mais qui donne aussi aux Canadiens une raison de croire à nouveau à leur gouvernement. Les Canadiens savent que, quand notre gouvernement donne sa parole, il tient promesse.

Avoir rétabli la réputation du gouvernement du Canada en tant que gestionnaire financier et économique compétent. Avoir redonné à la population le sentiment que le gouvernement est une institution honnête. Voilà, je crois, nos réalisations à mi-mandat. Ce sont des réalisations dont nous sommes très fiers. Elles préparent le terrain pour la deuxième moitié de notre mandat.

Hier, le discours du Trône énonçait les grandes mesures que prendra le gouvernement au cours de la session qui commence. Ces mesures poursuivent le travail que nous avons amorcé il y a deux ans. Elles étaient promises dans le Livre rouge. Elles favorisent la croissance économique et la création d'emplois. Elles favorisent l'unité. Elles favorisent la sécurité des Canadiens et de leurs familles. Nous avons été élus pour restaurer la santé économique du Canada. Je le répète, le chômage a beaucoup baissé depuis que nous avons pris le pouvoir en 1993. Mais il n'est pas assez bas à notre goût, ni au goût des Canadiens. Trop de Canadiens sont encore sans travail.

Beaucoup trop de Canadiens craignent encore de perdre leur emploi. Par-dessus tout, nous voulons que les jeunes Canadiens participent activement à notre économie. Ils veulent du travail. Ils méritent de travailler. Les jeunes veulent espérer en l'avenir, pas craindre l'avenir. C'est à nous tous de créer cet espoir et ces débouchés pour eux. Le chômage chez les jeunes n'afflige pas seulement le Canada. Il existe partout dans le monde industrialisé, dans tous les pays. Dans de nombreux pays, la situation est bien pire que chez nous. Mais

cette comparaison ne devrait pas nous consoler. Parce que nous ne devrions pas mesurer le succès ou l'épanouissement de nos jeunes par rapport à celui des jeunes d'autres pays.

Nous devrions le mesurer par rapport à nos propres espoirs et nos propres ambitions et par rapport à notre sens du devoir en tant que gardiens de la société dont ils hériteront. Si nous voulons que le Canada continue de grandir et de prospérer, si nous voulons vraiment un pays d'espoir et de confiance, notre seule garantie, c'est une jeunesse qui travaille fort dans des emplois utiles, des emplois qui ont un avenir. Au cours des deux premières années de notre mandat, le gouvernement a pris de nombreuses mesures pour promouvoir activement un climat favorable à la création d'emplois. Et il a remporté des succès. Mais un gouvernement ne crée pas des emplois, il crée un climat qui permet au secteur privé de créer des emplois.

Et c'est ce que nous avons fait, et ce que nous continuons de Faire, jeter les bases d'une croissance de l'emploi durable. Nous avons maintenant besoin d'un partenariat, d'un partenariat actif avec les autres gouvernements et le secteur privé pour que cette croissance durable de l'emploi se concrétise. Nous avons eu un avant-goût de ce partenariat. Nous savons qu'il peut bien fonctionner, quand on y met la détermination et l'effort voulus.

Depuis des années, rien n'avait donné aux Canadiens un sentiment de fierté et d'accomplissement aussi grand que les missions commerciales d'Équipe Canada dans des marchés étrangers comme la Chine et l'Inde. Ces deux missions commerciales, conjuguées avec la mission commerciale que j'ai dirigée en Amérique latine il y a un an, ont rapporté 20 000 000 000 \$ de contrats commerciaux aux entreprises canadiennes. Cela veut dire des milliers d'emplois pour le Canada, et l'occasion de prendre pied sur certains des marchés étrangers dont la croissance est la plus rapide au monde.

Mais je crois qu'au-delà des statistiques impressionnantes des missions d'Équipe Canada, ce qui importe le plus c'est ce que ressentent les Canadiens quand ils voient le premier ministre de leur pays, les premiers ministres provinciaux et des chefs de petites et grandes entreprises travailler ensemble pour créer des emplois pour les Canadiens. Il y avait là des personnalités politiques d'à peu près tous les partis, des représentants de presque tous les types d'entreprises, petites et grandes, qui œuvraient tous dans le même sens. Pour une fois, la classe politique a cessé de se pointer du doigt et les gens d'affaires ont cessé de blâmer le gouvernement et tout le monde a mis l'épaule à la roue, a travaillé au sein de la même équipe, pour atteindre les mêmes buts.

Les Canadiens avaient l'habitude de voir les gouvernements se faire concurrence et les premiers ministres se quereller, mais avec Équipe Canada, ils nous ont vus travailler ensemble. Ils ont aimé ce qu'ils ont vu. Ils en redemandent. Je crois que nous pouvons et devons prouver aux Canadiens que nous, le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et le secteur privé, n'avons pas besoin d'aller à l'étranger pour pouvoir travailler ensemble. Équipe Canada a bien travaillé à Beijing, Mumbai ou Buenos Aires. Mais elle peut travailler tout aussi bien à Burnaby, Brampton ou Bromont.

Nous devrions mettre le même esprit d'équipe à l'œuvre ici, chez nous, pour créer des emplois dans un vrai partenariat national. Je m'engage, ici et maintenant, devant tout le pays, à consacrer toutes les ressources du gouvernement fédéral à la création de ce partenariat. Et j'invite le secteur privé et les gouvernements provinciaux à se joindre à nous.

Au secteur privé, je propose un défi bien précis. Pendant des années et des années, vous avez demandé au gouvernement fédéral de mettre de l'ordre dans ses finances. Vous avez fait campagne contre les déficits. Vous nous avez prévenus contre les incidences négatives des dépenses publiques trop élevées sur l'économie. Vous nous avez demandé de nous retirer des domaines dont le secteur privé s'occupe mieux que nous. Vous avez affirmé que, quand nous aurions fini ce travail, le secteur privé créerait des emplois.

Je vous dis que le gouvernement fédéral a livré la marchandise. Maintenant, les Canadiens demandent au secteur privé de faire sa part. C'est à votre tour maintenant de montrer que vous faites confiance au Canada et aux Canadiens, surtout aux jeunes Canadiens. Vous devez reconnaître, tout comme nous avons pris les devants pour éliminer le déficit budgétaire, que vous avez une responsabilité pour éliminer le déficit humain... du chômage.

Aucun bilan fidèle ne peut ignorer les coûts élevés et croissants du chômage chronique. C'est mauvais du point de vue humain. C'est mauvais du point de vue économique et c'est mauvais du point de vue commercial. C'est mauvais du point de vue moral. Et vous avez la responsabilité, tout comme moi et mes collègues du gouvernement, de déployer l'énergie et les efforts qu'il faut pour résoudre ce problème. Voilà pourquoi nous avons annoncé dans le discours du Trône d'hier que le gouvernement doublerait, cette année, sa contribution à la création d'emplois d'été dans les secteurs privé, public et sans but lucratif, et pourquoi nous avons mis au défi le secteur privé, les provinces et les municipalités d'en faire autant. Nous devons encourager et aider les jeunes qui paient leurs études universitaires, et c'est un moyen important pour y parvenir.

Je veux annoncer aujourd'hui une autre initiative. Dans les semaines à venir, je vais demander aux milieux des affaires de se joindre au gouvernement, pour lancer sur la scène nationale une mission d'Équipe Canada, orientée vers la création d'emplois pour les jeunes Canadiens principalement dans le secteur privé. Ce sera un appel aux entreprises, grandes et petites, à investir dans l'emploi pour les jeunes Canadiens. Cela pourrait créer plusieurs dizaines de milliers de nouveaux emplois et stimuler la croissance économique et la demande des consommateurs. Et surtout, cela prouverait aux millions de Canadiens et de Canadiennes que leur pays fonctionne pour eux, pas seulement pour les puissants et les privilégiés.

Et je lance également un défi aux provinces. Je les mets au défi de retrouver le dynamisme et la volonté qui ont fait fonctionner Équipe Canada, pour faire de ce concept quelque chose de permanent. Dans nos efforts pour redéfinir et préciser nos responsabilités, collaborons également à mettre en œuvre ce programme axé sur la création d'emplois. Ce n'est sans doute pas aussi exaltant que nos querelles, et sûrement pas aussi facile. Mais nous avons déjà montré que nous pouvons collaborer pour créer des emplois et assurer des retombées économiques.

Les Canadiens méritent que nous fassions l'effort nécessaire. Les Canadiens méritent aussi la sécurité que leur apportent nos mesures sociales. Une économie forte et prospère assure la viabilité de programmes sociaux de qualité. C'est pour cela que l'assainissement des finances publiques est un élément indispensable au maintien des programmes sociaux qui sont si chers aux Canadiens. Mais l'engagement de notre gouvernement à l'égard des mesures sociales ne s'arrête pas là. Nous sommes également conscients que l'avenir à long terme des programmes sociaux, pas seulement l'avenir immédiat, dépend de notre

planification. C'est une responsabilité que nous prenons très au sérieux. Cette préoccupation est particulièrement aiguë en ce qui a trait aux pensions de l'État. Tout le monde reconnaît que l'évolution démographique de notre société nous force à faire des changements pour assurer la viabilité de notre système de pensions de vieillesse pour les futures générations de Canadiens.

Nous avons d'ailleurs amorcé des discussions avec les provinces pour que le Régime de pensions du Canada, que nous gérons conjointement avec les provinces, soit en mesure d'aider les travailleurs canadiens qui y versent leurs cotisations. Nous avons également invité la population à prendre part à ces discussions. La prochaine étape consiste à nous assurer que les prestations versées aux personnes âgées en vertu de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti sont viables aujourd'hui et qu'elles le seront dans l'avenir. Nous nous sommes engagés en ce sens. Et nous agissons. Nous avons le devoir de planifier en fonction de l'avenir, et nous prenons cela au sérieux.

Nous honorerons un autre engagement, un engagement que j'ai moi-même pris en cette Chambre, au nom de ce gouvernement. J'ai fait une promesse aux personnes âgées et je la répète aujourd'hui : vos prestations de Sécurité de la vieillesse et de Supplément de revenu garanti ne seront pas réduites. Et nous continuerons d'assurer la santé et la viabilité de l'assurance-maladie, la mesure sociale que nous chérissons le plus. Ce gouvernement fera en sorte que le système de soins de santé soit à la disposition de tous les Canadiens, sans distinction entre riches et pauvres. Nous maintiendrons de façon significative la composante en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux.

Ainsi, nous conserverons une voix forte en ce qui concerne l'assurance-maladie et pourrons ainsi maintenir un système de soins de santé gratuit et universel partout au Canada. Parce que l'assurance-maladie est aussi canadienne que le sol sur lequel nous marchons et que l'eau qui coule dans nos rivières et nos lacs. Elle fait partie de notre identité actuelle et de nos aspirations. Elle nous distingue des autres pays. Elle nous rassemble quel que soit l'endroit où nous vivons au Canada. Nous veillerons à ce qu'elle continue encore longtemps à rassembler les Canadiens.

Parce que rassembler les Canadiens pour qu'ils fassent cause commune et maintenir l'unité canadienne doit être prioritaire pour tout gouvernement en cette Chambre. Le référendum du 30 octobre dernier nous a montré que l'on ne peut pas prendre notre pays, aussi magnifique soit-il, pour acquis. Chaque jour, nous devons nous rappeler pourquoi il fait si bon vivre au Canada. Nous devons nous rappeler ce que nous avons en commun ; les valeurs que nous chérissons : la tolérance, le respect, la générosité et le partage. Nous devons nous rappeler ce que des générations de Canadiens ont accompli pour faire de notre pays l'envie du monde. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons continuer de croire en cette grande entreprise collective et forger de nouveaux liens entre nous.

Un Canada uni est une plus noble entreprise que la vision étroite à laquelle adhèrent ceux qui sont prêts à briser ce pays. Le Canada est un grand pays au territoire vaste habité par une population diversifiée. 30 000 000 d'habitants d'origines diverses qui cohabitent paisiblement dans un pays dont l'ONU estime qu'il est le meilleur pour sa qualité de vie. C'est un très grand succès à l'échelle mondiale. Un succès sur lequel on ne peut simplement s'asseoir. Un succès sur lequel il faut continuer à bâtir.

À l'échelle des nations, le Canada est un pays encore bien jeune en adaptation constante dans un environnement qui change rapidement. L'économie mondiale se transforme et devient de plus en plus interdépendante alors que de plus grands ensembles se forment comme en Europe par exemple. À lui seul, le Canada constitue un grand ensemble formé des provinces et des territoires qui sont venus s'ajouter les uns aux autres au fil du temps pour en faire l'une des sept puissances les plus industrialisées au monde. Le Canada a grandi très vite. Il est maintenant tout à fait normal de s'interroger sur son fonctionnement. La mondialisation de l'économie force les gouvernements de par le monde à se redéfinir.

Ce qui demeure constant dans notre histoire, c'est notre capacité à nous adapter à de nouvelles circonstances et aux nouvelles réalités sans perdre de vue nos valeurs et nos principes. Les Pères de la Confédération nous ont légué un cadre qui est toujours aussi valide aujourd'hui qu'il l'était il y a 130 ans. Ils ont prévu des dispositions pour que les provinces soient fortes, autonomes et capables d'offrir des services et de les adapter aux conditions locales. Ils ont prévu des dispositions pour que les provinces puissent évoluer et s'épanouir d'une façon qui leur est propre. L'ensemble du Canada bénéficie de la création par la Saskatchewan d'un régime universel d'assurance-maladie. L'ensemble du Canada bénéficie de la situation géographique de la Colombie-Britannique qui en fait un pays du Pacifique. À une époque où l'on demande aux gens de développer leur conscience planétaire et d'intervenir localement, la notion de provinces fortes est plus importante que jamais.

Mais les pères de la Confédération ont aussi prévu un gouvernement national unique, élu directement par les Canadiens. Une instance qui intervient directement au nom de tous les Canadiens sur les grands enjeux de l'heure. Ce gouvernement sera encore tout aussi important au XXI^e siècle. Et nous préserverons le rôle de ce gouvernement national : par le renforcement de notre économie et de notre union économique afin que notre pays connaisse la prospérité, pour nous et pour nos enfants; par une meilleure solidarité sociale au Canada, en préservant et en modernisant l'union sociale pour que notre société demeure bienveillante et généreuse à la grandeur du pays; par la mise en commun de nos richesses nationales qui nous permettront d'atteindre efficacement nos objectifs communs; par la protection et la promotion des valeurs et de l'identité canadiennes dans la fierté de notre diversité; et par la défense de la souveraineté du Canada et une représentation efficace des Canadiens sur la scène mondiale.

Ensemble, nous moderniserons notre fédération en tenant compte de notre diversité, avec confiance en nos moyens à l'approche du XXI^e siècle.